



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service eau, risques, environnement
et sécurité

Pôle risques, eau, biodiversité et
environnement

Bureau ressources en eau

Arrêté du 07 DEC. 2018

instituant des réserves permanentes et temporaires de pêche sur certains cours d'eau ou parties de cours d'eau dans le département du Tarn

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 436-1 à L. 436-17, R. 436-3 à R. 436-79 (conditions d'exercice du droit de pêche), L.172-1 et suivants, R. 431-35 et suivants (eaux closes) et D. 436-79-1 (espèces piscicoles) ;
- Vu le code de procédure pénale et notamment son article R. 48-1 modifié ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu le décret du Président de la République du 17 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Michel LABORIE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 1985 fixant la liste des espèces piscicoles représentées sur le territoire métropolitain français ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1987 fixant la liste des cours d'eau ou parties de cours d'eau classés « à saumons » ;
- Vu l'arrêté réglementaire permanent du 04 décembre 2017 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2012 fixant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories piscicoles dans le département du Tarn ;
- Vu l'avis du Comité Technique Départemental de la pêche du Tarn en date du 01 octobre 2018 ;
- Vu la participation du public sur le projet d'arrêté 2019 qui s'est déroulée du 23 octobre 2018 au 17 novembre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête

Article 1^{er} - En vue d'assurer la protection du peuplement piscicole, la **pêche aux lignes, aux filets et engins de toute nature est interdite pour toutes les espèces de poissons**, sur les portions de rivières et de ruisseaux mentionnées à l'**annexe** du présent arrêté.

La pêche des écrevisses « exotiques envahissantes » :

- Écrevisse américaine : *Orconectes limosus* ;
- Écrevisse rouge de Louisiane : *Procambarus clarkii* ;
- Écrevisse du pacifique (ou signal) : *Pacifastacus leniusculus* ;

est autorisée dans toutes les réserves de pêche sous réserve du respect de la réglementation quant aux méthodes de pêche (6 balances par pêcheur), dates et horaires de pêche en fonction de la catégorie piscicole des cours d'eau concernés.

Article 2 - Le présent arrêté est applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 inclus.

Article 3 - Le préfet doit être informé de tout changement intervenant sur les réserves de pêche (changement de propriétaire riverain, changement de président de l'association agréée de pêche – AAPPMA - ou de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques - FDPMA-, changement du linéaire ou partie de cours d'eau concerné...).

Article 4 - L'arrêté préfectoral du 04 décembre 2017, instituant des réserves permanentes et temporaires de pêche sur certains cours d'eau ou parties de cours d'eau dans le département du Tarn, est abrogé.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Castres, les maires du département, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental du Tarn de l'agence Française pour la biodiversité, les gardes champêtres, les gardes-pêche particuliers, les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, les agents de l'État et de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ALBI, le - 7 DEC. 2018

Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,


Michel LABORIE

Voies et délais de recours : conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.